



Conseil de sécurité

Distr. générale
14 novembre 2005
Français
Original: anglais

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)

Note verbale datée du 11 novembre 2005, adressée au Président du Comité par la Mission permanente de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) et, se référant à la note du Président du 19 août 2005, a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le rapport supplémentaire de la Roumanie conformément au paragraphe 4 de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité (voir annexe).



**Annexe à la note verbale datée du 11 novembre 2005,
adressée au Président du Comité par la Mission permanente
de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Paragraphe 1 et questions connexes évoquées aux paragraphes 5, 6, 8 a), b) et c) et au paragraphe 10

État : Roumanie

Date du rapport : 27 octobre 2005

Avez-vous souscrit l'une des déclarations suivantes ou votre pays est-il partie à l'un des traités ou conventions ou membre de l'un des mécanismes suivants?		Oui	Dans l'affirmative, indiquez les informations pertinentes (signature, adhésion, ratification, entrée en vigueur, etc.)	Observations (l'information se rapporte aux numéros de page de la version française du rapport ou à un site Web officiel)
1	Déclaration générale sur la non-détention d'armes de destruction massive			
2	Déclaration générale d'engagement en faveur du désarmement et de la non-prolifération			
3	Déclaration générale sur la non-fourniture d'armes de destruction massive et d'éléments connexes à des acteurs non étatiques	X	La Roumanie ne fournit aucune forme d'appui à des acteurs non étatiques	Page 4 du rapport
4	Convention sur les armes biologiques	X	Ratifiée le 25 juillet 1979	Page 10 du rapport
5	Convention sur les armes chimiques	X	Ratifiée le 15 février 1995	Page 10 du rapport
6	Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires	X	Ratifié en février 1970	Page 9 du rapport
7	Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	X	Ratifié en octobre 1999	Page 9 du rapport
8	Convention sur la protection physique des matières nucléaires	X	Ratifiée par la loi n° 78/1993	Page 17 du rapport
9	Code de conduite de La Haye	X	Signé	Page 3 du rapport
10	Protocole de Genève de 1925	X	Ratifié le 23 août 1929	Page 10 du rapport
11	Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	X	Membre depuis 1957	< http://www.iaea.org/about/policy/memberstates/ >
12	Zone exempte d'armes nucléaires/Protocole(s)			
13	Autres conventions et traités			

Avez-vous souscrit l'une des déclarations suivantes ou votre pays est-il partie à l'un des traités ou conventions ou membre de l'un des mécanismes suivants?		Oui	Dans l'affirmative, indiquez les informations pertinentes (signature, adhésion, ratification, entrée en vigueur, etc.)	Observations (l'information se rapporte aux numéros de page de la version française du rapport ou à un site Web officiel)
14	Autres mécanismes	X	1. Arrangement de Wassenaar 2. Groupe des fournisseurs d'articles nucléaires 3. Comité Zangger 4. Groupe d'Australie	Pages 2 et 9 du rapport
15	Autres			

Paragraphe 2 – Armes biologiques

État : Roumanie

Date du rapport : 27 octobre 2005

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Fabrication/production	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	Loi n° 535 du 25 novembre 2004
2	Acquisition	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	La loi n° 472/2002 a été abrogée et remplacée par la loi n° 535/2004
3	Possession	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	Loi n° 535 du 25 novembre 2004
4	Constitution de stocks					
5	Mise au point	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	Loi n° 535 du 25 novembre 2004
6	Transport	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	Loi n° 535 du 25 novembre 2004
7	Transfert	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	Loi n° 535 du 25 novembre 2004
8	Utilisation	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	Loi n° 535 du 25 novembre 2004
9	Complicité active de l'une ou plusieurs des activités susmentionnées	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	Loi n° 535 du 25 novembre 2004
10	Facilitation d'activités susmentionnées	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	X	Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	Loi n° 535 du 25 novembre 2004
11	Financement d'activités susmentionnées	X	1. Loi n° 466/2002 2. Loi n° 535/2004, chapitre III	X	1. Loi n° 466/2002 2. Loi n° 656/2002 3. Loi n° 535/2004, chapitre premier	Page 5 du rapport
12	Activités susmentionnées concernant les vecteurs					

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
13	Participation d'acteurs non étatiques à des activités susmentionnées			X	Loi n° 535/2004, chapitre premier	1. Page 5 du rapport 2. La loi n° 472/2002 a été abrogée et remplacée par la loi n° 535/2004
14	Autres		Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV – recherche en vue de la mise au point d'armes biologiques		Loi antiterroriste n° 535/2004, chapitre IV	

Paragraphe 2 – Armes chimiques

État : Roumanie

Date du rapport : 27 octobre 2005

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Fabrication/production	X	1. Loi n° 125/1994	X	1. Loi n° 125/1994	Page 4 du rapport
2	Acquisition	X	2. Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004 3. Loi n° 448/2003 4. Loi n° 535/2004, chapitre IV	X	2. Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004 3. Loi n° 448/2003 4. Loi n° 535/2004, chapitre IV	
3	Possession	X	1. Loi n° 125/1994 2. Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004 3. Loi n° 448/2003 4. Loi n° 535/2004, chapitre IV	X	1. Loi n° 125/1994 2. Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004 3. Loi n° 448/2003 4. Loi n° 535/2004, chapitre IV	
4	Constitution de stocks	X	1. Loi n° 125/1994 2. Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004 3. Loi n° 448/2003	X	1. Loi n° 125/1994 2. Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004 3. Loi n° 448/2003	
5	Mise au point	X	1. Loi n° 125/1994 2. Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004 3. Loi n° 448/2003 4. Loi n° 535/2004, chapitre IV	X	1. Loi n° 125/1994 2. Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004 3. Loi n° 448/2003 4. Loi n° 535/2004, chapitre IV	Page 4 du rapport
6	Transport	X	Loi n° 535/2004, chapitre IV	X	Loi n° 535/2004, chapitre IV	
7	Transfert	X	1. Loi n° 125/1994	X	1. Loi n° 125/1994	Page 4 du rapport
8	Utilisation	X	2. Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004 3. Loi n° 448/2003 4. Loi n° 535/2004, chapitre IV	X	2. Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004 3. Loi n° 448/2003 4. Loi n° 535/2004, chapitre IV	
9	Complicité active de l'une ou plusieurs des activités susmentionnées	X	Loi n° 535/2004, chapitre IV	X	Loi n° 535/2004, chapitre IV	

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
10	Facilitation d'activités susmentionnées	X	1. Loi n° 125/1994 2. Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004 3. Loi n° 448/2003 4. Loi n° 535/2004, chapitre IV	X	1. Loi n° 125/1994 2. Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004 3. Loi n° 448/2003 4. Loi n° 535/2004, chapitre IV	Page 4 du rapport
11	Financement d'activités susmentionnées	X	1. Loi n° 466/2002 2. Loi n° 535/2004, chapitre IV	X	1. Loi n° 466/2002 2. Loi n° 656/2002 3. Loi n° 535/2004, chapitre IV	Page 5 du rapport
12	Activités susmentionnées concernant les vecteurs					
13	Participation d'acteurs non étatiques à des activités susmentionnées			X	Loi n° 535/2004, chapitre premier	1. Page 5 du rapport 2. La loi n° 472/2002 a été abrogée et remplacée par la loi n° 535/2004
14	Autres					

Paragraphe 2 – Armes nucléaires

État : Roumanie

Date du rapport : 27 octobre 2005

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Fabrication/production	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002, art. 46	Page 4 du rapport
2	Acquisition	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002, art. 44	Page 4 du rapport
3	Possession	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002, art. 46	Page 4 du rapport
4	Constitution de stocks	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002, art. 44	< http://www.cncan.ro/bd/legi/legea%20111.pdf >
5	Mise au point	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002 art. 46	Page 4 du rapport
6	Transport	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002, art. 44 Loi n° 333/2003 sur la sécurité des installations, des biens et des objets de valeur et la protection du personnel	
7	Transfert	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002, art. 44	Page 4 du rapport
8	Utilisation	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002 art. 46	Page 4 du rapport

Votre pays s'est-il donné une législation interdisant à des particuliers ou à des entités de se livrer à l'une des activités suivantes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
9	Complicité active de l'une ou plusieurs des activités susmentionnées	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002 art. 46	
10	Facilitation d'activités susmentionnées	X	Loi n° 535/2004, chapitre IV	X	Loi n° 535/2004, chapitre IV	
11	Financement d'activités susmentionnées		1. Loi n° 466/2002 2. Loi n° 535/2004, chapitre IV	X	1. Loi n° 466/2002 2. Loi n° 656/2002 3. Loi n° 535/2004, chapitre IV	Page 5 du rapport
12	Activités susmentionnées concernant les vecteurs					
13	Participation d'acteurs non étatiques à des activités susmentionnées			X	Loi n° 535/2004, chapitre premier	1. Page 5 du rapport 2. La loi n° 472/2002 a été abrogée et remplacée par la loi n° 535/2004
14	Autres					

Paragraphe 3 a) et b) – Surveillance, sécurité et protection physique des armes biologiques et des éléments connexes

État : Roumanie

Date du rapport : 27 octobre 2005

	Votre pays a-t-il pris des mesures et dispositions ou des lois pour surveiller les armes biologiques et les éléments connexes et en assurer la sécurité et la protection? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?	Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Mesures de surveillance au stade de la fabrication					
2	Mesures de surveillance au stade de l'utilisation					
3	Mesures de surveillance des stocks					
4	Mesures de surveillance lors du transport					
5	Autres mesures de surveillance					
6	Mesures de sécurité au stade de la fabrication					
7	Mesures de sécurité au stade de l'utilisation					
8	Mesures de sécurité concernant les stocks					
9	Mesures de sécurité lors du transport					
10	Autres mesures de sécurité					
11	Réglementation de la protection physique des installations, des matières et du transport					
12	Octroi de licences/homologation des installations/habilitation du personnel manipulant des matières biologiques					
13	Habilitation du personnel					

Votre pays a-t-il pris des mesures et dispositions ou des lois pour surveiller les armes biologiques et les éléments connexes et en assurer la sécurité et la protection? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
14	Mesures de surveillance, de sécurité et de protection physique applicables aux vecteurs					
15	Réglementations concernant le génie génétique	X	Ordonnance n° 49/2000 sur le génie génétique			< http://www.bioresurse.ro/paginiomg/aplicatie2.html >
16	Autres textes de loi et réglementations ayant trait à la sécurité et à la protection des matières biologiques					
17	Autres	?	Groupe de travail interdépartemental chargé d'examiner et de recommander d'éventuelles mises à jour de la législation nationale dans le domaine biologique			Page 4 du rapport

Paragraphe 3 a) et b) – Surveillance, sécurité et protection physique des armes chimiques et des éléments connexes

État : Roumanie

Date du rapport : 27 octobre 2005

Votre pays a-t-il pris des mesures et dispositions ou des lois pour surveiller les armes chimiques et les éléments connexes et en assurer la sécurité et la protection? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Mesures de surveillance au stade de la fabrication	X	Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004	X	Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004, chapitre VIII	< http://www.opcw.org/docs/la_natimpleg/romania%20_leg.pdf >
2	Mesures de surveillance au stade de l'utilisation	X	Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004	X	Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004, chapitre VIII	< http://www.opcw.org/docs/la_natimpleg/romania%20_leg.pdf >
3	Mesures de surveillance des stocks					
4	Mesures de surveillance lors du transport					
5	Autres mesures de surveillance					
6	Mesures de sécurité au stade de la fabrication					
7	Mesures de sécurité au stade de l'utilisation					
8	Mesures de sécurité concernant les stocks					
9	Mesures de sécurité lors du transport					
10	Autres mesures de sécurité					
11	Réglementation de la protection physique des installations, des matières et du transport					
12	Homologation des installations chimiques/habilitation des entités/autorisation de l'utilisation des matières	X	Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004	X	Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004, chapitre VIII	< http://www.opcw.org/docs/la_natimpleg/romania%20_leg.pdf >
13	Habilitation du personnel					

Votre pays a-t-il pris des mesures et dispositions ou des lois pour surveiller les armes chimiques et les éléments connexes et en assurer la sécurité et la protection? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
14	Mesures de surveillance, de sécurité et de protection physique applicables aux vecteurs					
15	Autorité nationale chargée de la Convention sur les armes chimiques	X	Agence nationale de contrôle des exportations (ANCEX)		Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004, chapitre VIII	Page 6 du rapport
16	Déclaration à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques des produits chimiques inscrits aux tableaux 1, 2 et 3 de la Convention sur les armes chimiques	X	Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004			< http://www.opcw.org/docs/la_natimpleg/romania%20_leg.pdf >
17	Mesures de surveillance, de sécurité et de protection physique applicables aux armes chimiques obsolètes					
18	Autres textes de loi et réglementations ayant trait au contrôle des matières chimiques					
19	Autres					

Paragraphe 3 a) et b) – Surveillance, sécurité et protection physique des armes nucléaires et des éléments connexes

État : Roumanie

Date du rapport : 27 octobre 2005

Votre pays a-t-il pris des mesures et dispositions ou des lois pour surveiller les armes nucléaires et les éléments connexes et en assurer la sécurité et la protection? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Mesures de surveillance au stade de la fabrication	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2003 Règlement relatif aux garanties dans le domaine nucléaire Règlement relatif aux procédures d'autorisation	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2003 (art. 44, 45 et 47) Règlement relatif aux garanties dans le domaine nucléaire (art. 109)	< http://www.cncan.ro/bd/legi/legea%20111.pdf >
2	Mesures de surveillance au stade de l'utilisation	X		X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2003 (art. 44, 45 et 47) Règlement relatif aux garanties dans le domaine nucléaire (art. 109)	
3	Mesures de surveillance des stocks	X		X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2003 (art. 44, 45 et 47) Règlement relatif aux garanties dans le domaine nucléaire (art. 109)	
4	Mesures de surveillance lors du transport	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2003	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2003 (art. 44)	
5	Autres mesures de surveillance	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2003 Règlement relatif aux garanties dans le domaine nucléaire Règlement relatif aux procédures d'autorisation	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2003 (art. 44, 45 et 47) Règlement relatif aux garanties dans le domaine nucléaire (art. 109)	

Votre pays a-t-il pris des mesures et dispositions ou des lois pour surveiller les armes nucléaires et les éléments connexes et en assurer la sécurité et la protection? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
6	Mesures de sécurité au stade de la fabrication	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002	X	Responsabilité du demandeur d'autorisation	< http://www.cncan.ro/bd/legi/legea%20111.pdf >
7	Mesures de sécurité au stade de l'utilisation	X		X		
8	Mesures de sécurité concernant les stocks	X		X		
9	Mesures de sécurité lors du transport	X	Règlement de transport des matières radioactives	X	1. Transport effectué uniquement par des transporteurs expressément autorisés 2. Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002, chapitre III 3. Loi n° 333/203 sur la sécurité des installations, des biens et des objets de valeur et la protection du personnel	Page 4 du rapport < http://www.cncan.ro/bd/legi/legea%20111.pdf >
10	Autres mesures de sécurité	X	Règlement relatif à la protection physique dans le domaine nucléaire Règlement de qualification du personnel de protection physique Guide d'utilisation du document sur la menace de référence	X	Règlement relatif à la protection physique dans le domaine nucléaire (art. 186)	< http://www.cncan.ro/bd/legi/legea%20111.pdf >
11	Réglementation de la protection physique des installations, des matières et du transport	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002	X	Normes nationales de protection physique dans le domaine nucléaire (art. 186) Règlement de qualification du personnel de protection physique Guide d'utilisation du document sur la menace de référence	Page 4 du rapport < http://www.cncan.ro/bd/legi/legea%20111.pdf >
12	Homologation des installations nucléaires/habilitation des entités/autorisation de l'utilisation des matières	X		X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002, chapitre III	< http://www.cncan.ro/bd/legi/legea%20111.pdf >
13	Habilitation du personnel	X				

Votre pays a-t-il pris des mesures et dispositions ou des lois pour surveiller les armes nucléaires et les éléments connexes et en assurer la sécurité et la protection? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
14	Mesures de surveillance, de sécurité et de protection physique applicables aux vecteurs					
15	Autorité nationale chargée de la réglementation	X	Commission nationale de contrôle des activités nucléaires (CNCAN)	X	1. Contrôle par des représentants spéciaux de la CNCAN dans les locaux des titulaires d'autorisations 2. Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002, chapitre III	Page 4 du rapport < http://www.cncan.ro/bd/legi/legea%20111.pdf >
16	Accords de garanties de l'AIEA	X	1. Accord de garanties entré en vigueur le 27 octobre 1972 2. Protocole additionnel entré en vigueur le 7 janvier 2001			Pages 2, 3 et 10 du rapport < http://www.iaea.org/OurWork/SV/Safeguards/sir_table.pdf >
17	Code de conduite de l'AIEA sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives	X	Appui notifié au Directeur général de l'AIEA			< http://www.ns.iaea.org/downloads/rw/meetings/code-conduct-signatories.pdf >
18	Base de données de l'AIEA sur le trafic de matières nucléaires et autres sources radioactives	X	La Roumanie contribue à la base de données			< http://www.iaea.org/about/Policy/GC/GC42/Documents/gc42-17.html >
19	Autres accords concernant l'AIEA					
20	Autres textes de loi et réglementations internes concernant les matières nucléaires, y compris ceux ayant trait à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires					
21	Autres			X	Conversion du réacteur de recherche TRIGA au combustible à l'uranium faiblement enrichi	Page 21 du rapport

Paragraphe 3 c) et d) et questions connexes évoquées aux paragraphes 6 et 10
– Contrôle des armes biologiques et des éléments connexes

État : Roumanie

Date du rapport : 27 octobre 2005

Votre pays s'est-il donné des textes, des procédures, des dispositions et des mécanismes parmi les suivants aux fins de la surveillance des frontières, de l'exportation et de l'importation et autres transferts d'armes biologiques et d'éléments connexes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Surveillance des frontières	X	1. Loi n° 141/1997 sur le Code douanier 2. Décret n° 1114/2001 concernant le règlement d'application du Code douanier Loi n° 76/2003 sur la surveillance des exportations d'articles stratégiques	X	Loi n° 141/1997 sur le Code douanier, chapitre XI Chapitre VI, Section III, interdiction et limitation des importations et des exportations Résolution d'urgence n° 104/2001 concernant la création et le fonctionnement de la police roumaine des frontières Loi n° 81/2002 portant approbation de la résolution n° 104/2001	< http://www.customs.ro/vami_en/Main >
2	Moyens techniques prévus pour la surveillance des frontières			X	Les douanes roumaines possèdent le matériel de surveillance ci-après : 2 portiques de détection de radioactivité (postes frontière de Siret et d'Albita), 47 détecteurs de rayonnement portables et 47 dispositifs de mesure du rayonnement	
3	Contrôle des opérations de courtage, de commercialisation et de négociation ou de toute activité visant à faciliter la vente de biens et de technologies		1. Loi n° 387/2003 2. Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004		Code pénal, article 312 Loi n° 387/2003, chapitre V Loi n° 301/2004 (Code pénal) Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004	Pages 8, 9 et 15 du rapport

Votre pays s'est-il donné des textes, des procédures, des dispositions et des mécanismes parmi les suivants aux fins de la surveillance des frontières, de l'exportation et de l'importation et autres transferts d'armes biologiques et d'éléments connexes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
4	Organismes et autorités chargés de l'application des mesures	X	Loi n° 602 du 30 décembre 2004 : Administration nationale des douanes	X	Agence nationale de contrôle des exportations; Administration nationale des douanes; Division des enquêtes économiques; Police des frontières Loi n° 387/2003, chapitre IV Loi n° 301/2004 (Code pénal) Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004 Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004	Pages 14 et 15 du rapport < http://www.customs.ro/vami_en/Main >
5	Législation relative au contrôle des exportations	X	1. Décret n° 594/1992 2. Ordonnance n° 31/1994 3. Loi n° 93/1994 4. Ordonnance n° 158/1999 5. Loi n° 387/20036 6. Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004	X	Code pénal, article 302 Loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004 Loi n° 301/2004 (Code pénal) Loi n° 56/1997, modifiée et republiée en 2004 Résolution n° 920/2005 sur les fonctions de l'ANCEX Loi n° 387/2003 concernant les exportations et les importations de technologies à double usage soumises à contrôle Loi n° 595/2004 concernant les exportations et les importations d'articles militaires soumises à contrôle	Pages 6, 14 et 15 du rapport

Votre pays s'est-il donné des textes, des procédures, des dispositions et des mécanismes parmi les suivants aux fins de la surveillance des frontières, de l'exportation et de l'importation et autres transferts d'armes biologiques et d'éléments connexes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
6	Régime de licences	X			Sanctions administratives et pénales Loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/199, approuvée par la loi n° 595/2004 Résolution n° 920/2005 sur les fonctions de l'ANCEX Loi n° 387/2003 concernant les exportations et les importations de technologies à double usage soumises à contrôle Loi n° 595/2004 concernant les exportations et les importations d'articles militaires soumises à contrôle	Page 6 du rapport
7	Octroi de licences individuelles	X	Loi n° 387/2003 Ordonnance n°158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004		Loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004	Pages 8, 9 et 12 du rapport
8	Octroi de licences générales	X				Page 13 du rapport
9	Dérogations au régime de licences					
10	Conditions d'octroi de licences pour les biens susceptibles d'être exportés/visas					
11	Autorité nationale chargée de délivrer les autorisations	X	Agence nationale de contrôle des exportations – ANCEX (Décret n° 594/1992, à lire conjointement avec les dispositions du Décret n° 920/2005) Loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004			Pages 6 et 7 du rapport

Votre pays s'est-il donné des textes, des procédures, des dispositions et des mécanismes parmi les suivants aux fins de la surveillance des frontières, de l'exportation et de l'importation et autres transferts d'armes biologiques et d'éléments connexes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
12	Examen interinstitutions des licences	X	1. Conseil interministériel (loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004) 2. Groupe interdépartemental pour la non-prolifération 3. Conseil interministériel pour la lutte contre le terrorisme			Pages 4 et 7 du rapport
13	Listes de contrôle	X	Décret n° 20/2000 Décret n° 844/2001 Décret n° 861/2004 Décret n° 983/2005			Pages 10, 11 et 16 du rapport
14	Mise à jour des listes	X	Décret n° 861/2004 et autres mises à jour Décret n° 983/2005			Pages 7, 10 et 11 du rapport
15	Mesures applicables aux technologies	X	Loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004	X	Loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004	Page 9 du rapport
16	Mesures applicables aux vecteurs	X	Décret n° 594/1992 Décret n° 467/1999, annexe 1 Décret n° 861/2004 Loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004	X	Loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004 Résolution n° 983/1999 concernant les technologies et les substances à double usage soumises à contrôle Résolution n° 844/2001 concernant les articles militaires soumis à contrôle	Pages 10 et 11 du rapport

Votre pays s'est-il donné des textes, des procédures, des dispositions et des mécanismes parmi les suivants aux fins de la surveillance des frontières, de l'exportation et de l'importation et autres transferts d'armes biologiques et d'éléments connexes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
17	Contrôle des utilisateurs finals	X	Loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004	X	1. Certificats internationaux d'importation 2. Amendes Loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004	Pages 8, 11 à 13 et 15 du rapport
18	Mesures d'application générale	X	Loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004	X	Loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004	Page 11 du rapport
19	Transferts immatériels	X	Loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004	X	Loi n° 387/2003 Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004	Page 9 du rapport
20	Contrôle des biens en transit	X	Ordonnance n° 158/1999, modifiée et approuvée par la loi n° 595/2004 Loi n° 387/2003	X	Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004, concernant les exportations et les importations d'articles militaires soumis à contrôle Loi n° 387/2003	Page 13 du rapport
21	Contrôle des transbordements	X	Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004 Loi n° 387/2003	X	Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004 Loi n° 387/2003	Pages 12 et 13 du rapport
22	Contrôle des réexportations	X	Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004 Loi n° 387/2003		Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004 Loi n° 387/2003	Page 9 du rapport
23	Contrôle du financement					
24	Contrôle des services de transport					

Votre pays s'est-il donné des textes, des procédures, des dispositions et des mécanismes parmi les suivants aux fins de la surveillance des frontières, de l'exportation et de l'importation et autres transferts d'armes biologiques et d'éléments connexes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
25	Contrôle des importations	X	Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004 Loi n° 387/2003	X	Certificats de vérification des livraisons Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004 Loi n° 387/2003	Pages 12 et 14 du rapport
26	Principe d'extraterritorialité	X	Applicable aux Roumains résidant à l'étranger			Page 9 du rapport
27	Autres			X	Initiative pour la sécurité des frontières dans la région de la mer Noire	Page 21 du rapport

Paragraphe 3 c) et d) et questions connexes évoquées aux paragraphes 6 et 10
– Contrôle des armes chimiques et des éléments connexes

État : Roumanie

Date du rapport : 27 octobre 2005

Votre pays s'est-il donné des textes, des procédures, des dispositions et des mécanismes parmi les suivants aux fins de la surveillance des frontières, de l'exportation et de l'importation et autres transferts d'armes chimiques et d'éléments connexes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Surveillance des frontières	X	1. Loi n° 41/1997 sur le Code douanier 2. Décret n° 1114/2001 concernant le règlement d'application du Code douanier	X	Code douanier, chapitre XI	< http://www.customs.ro/vami_en/Main >
2	Moyens techniques prévus pour la surveillance des frontières					
3	Contrôle des opérations de courtage, de commercialisation et de négociation ou de toute activité visant à faciliter la vente de biens et de technologies	X	1. Loi n° 387/2003 2. Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004	X	Code pénal, art. 312	Pages 8, 9 et 15 du rapport
4	Organismes et autorités chargés de l'application des mesures	X	Loi n° 602 du 30 décembre 2004 : Administration nationale des douanes	X	Agence nationale de contrôle des exportations; Administration nationale des douanes; Division des enquêtes économiques; Police des frontières	Pages 14 et 15 du rapport < http://www.customs.ro/vami_en/Main >
5	Législation relative au contrôle des exportations	X	1. Décret n° 594/1992, à lire conjointement avec les dispositions du décret n° 920/2005	X	1. Code pénal, art. 302 2. Loi n° 56/1997, chapitre VIII	Page 6 du rapport < http://www.opcw.org/docs/la_natimpleg/romania%20leg.pdf >
6	Régime de licences	X	2. Ordonnance n° 31/1994 3. Loi n° 93/1994 4. Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004 5. Loi n° 387/2003 6. Loi n° 56/1997	X	1. Loi n° 56/1997, chapitre VIII 2. Sanctions administratives et pénales	Pages 6 et 15 du rapport < http://www.opcw.org/docs/la_natimpleg/romania%20leg.pdf >

Votre pays s'est-il donné des textes, des procédures, des dispositions et des mécanismes parmi les suivants aux fins de la surveillance des frontières, de l'exportation et de l'importation et autres transferts d'armes chimiques et d'éléments connexes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
7	Octroi de licences individuelles	X	Au cas par cas			Pages 9 et 12 du rapport
8	Octroi de licences générales	X				Page 13 du rapport
9	Dérogations au régime de licences					
10	Conditions d'octroi de licences pour les biens susceptibles d'être exportés/visas					
11	Autorité nationale chargée de délivrer les autorisations	X	Agence nationale de contrôle des exportations – ANCEX (Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004, à lire conjointement avec les dispositions du décret n° 920/2005)	X	Résolution n° 920/2005 sur les fonctions de l' ANCEX	Pages 6 et 7 du rapport
12	Examens interinstitutions des licences	X	1. Conseil interministériel (loi n° 387/2003) 2. Groupe interdépartemental pour la non-prolifération 3. Conseil interministériel pour la lutte contre le terrorisme			Pages 4 et 7 du rapport
13	Listes de contrôle	X	1. Décret n° 20/2000 2. Décret n° 844/2001 3. Décret n° 861/2004 4. Loi n° 56/1997, annexe 1			Pages 10, 11 et 16 du rapport < http://www.opcw.org/docs/la_natimpleg/romania%20 leg.pdf >
14	Mise à jour des listes	X	Décret n° 861/2004	X	Résolution n° 983/2005 concernant les technologies et les substances à double usage soumises à contrôle Résolution n° 844/2001 concernant les articles militaires soumis à contrôle	Page 7 du rapport

	Votre pays s'est-il donné des textes, des procédures, des dispositions et des mécanismes parmi les suivants aux fins de la surveillance des frontières, de l'exportation et de l'importation et autres transferts d'armes chimiques et d'éléments connexes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?	Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
					Additif 1 à la loi n° 56/1997 concernant l'interdiction des armes chimiques	
15	Mesures applicables aux technologies	X				
16	Mesures applicables aux vecteurs		1. Décret n° 594/1992, à lire conjointement avec les dispositions du décret n° 920/2005 2. Décret n° 467/1999, annexe 1			Page 10 du rapport
17	Contrôle des utilisateurs finals	X	Loi n° 6/1997	X	1. Certificats internationaux d'importation 2. Amendes	Pages 8, 11 à 13 et 15 du rapport < http://www.opcw.org/docs/la_natimpleg/romania%20 leg.pdf >
18	Mesures d'application générale	X				Page 11 du rapport
19	Transferts immatériels	X				Page 9 du rapport
20	Contrôle des biens en transit	X	Ordonnance n° 158/1999	X	Certificats de vérification des livraisons Loi n° 595/2004, concernant les exportations et les importations d'articles militaires soumis à contrôle	Pages 12 et 13 du rapport
21	Contrôle des transbordements	X	Ordonnance n° 158/1999	X		Pages 13 et 14 du rapport
22	Contrôle des réexportations	X	Ordonnance n° 158/1999	X		Page 8 du rapport
23	Contrôle du financement			X		
24	Contrôle des services de transport			X		
25	Contrôle des importations	X	Ordonnance n° 158/1999	X		Pages 13 et 14 du rapport
26	Principe d'extraterritorialité	X	Applicable aux Roumains résidant à l'étranger			Page 9 du rapport
27	Autres			X	« Initiative de défense des frontières »	Page 21 du rapport

Paragraphe 3 c) et d) et questions connexes évoquées aux paragraphes 6 et 10
– Contrôle des armes nucléaires et des éléments connexes

État : Roumanie

Date du rapport : 27 octobre 2005

Votre pays s'est-il donné des textes, des procédures, des dispositions et des mécanismes parmi les suivants aux fins de la surveillance des frontières, de l'exportation et de l'importation et autres transferts d'armes nucléaires et d'éléments connexes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
1	Surveillance des frontières	X	1. Loi n° 141/1997 sur le Code douanier 2. Décret n° 1114/2001 concernant le règlement d'application du Code douanier	X	Code douanier, chapitre XI	< http://www.customs.ro/vami_en/Main >
2	Moyens techniques prévus pour la surveillance des frontières					
3	Contrôle des opérations de courtage, de commercialisation et de négociation ou de toute activité visant à faciliter la vente de biens et de technologies	X	1. Loi n° 387/2003 2. Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004	X	Code pénal, art. 312	Pages 8, 9, 15 et 16 du rapport
4	Organismes et autorités chargés de l'application des mesures	X	Loi n° 602 du 30 décembre 2004 : Administration nationale des douanes	X	Agence nationale de contrôle des exportations; Administration nationale des douanes; Division des enquêtes économiques; Police des frontières	Pages 15 et 16 du rapport < http://www.customs.ro/vami_en/Main >
5	Législation relative au contrôle des exportations	X	1. Décret n° 594/1992 2. Décret n° 31/1994	X	Code pénal, art. 302	Pages 6 et 15 du rapport < http://www.cncan.ro/bd/legi/leg_ea%20111.pdf >
6	Régime de licences		3. Loi n° 93/1994 4. Ordonnance n° 158/1999, approuvée par la loi n° 595/2004 5. Loi n° 387/2003 6. Loi n° 111/1996, modifiée par la loi n° 193/2002 7. Décret n° 916/2002	X	Sanctions administratives et pénales	
7	Octroi de licences individuelles	X	Au cas par cas			Pages 9 et 12 du rapport

Votre pays s'est-il donné des textes, des procédures, des dispositions et des mécanismes parmi les suivants aux fins de la surveillance des frontières, de l'exportation et de l'importation et autres transferts d'armes nucléaires et d'éléments connexes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
8	Octroi de licences générales	X				Pages 12 et 13 du rapport
9	Dérogations au régime de licences					
10	Conditions d'octroi de licences pour les biens susceptibles d'être exportés/visas					
11	Autorité nationale chargée de délivrer les autorisations	X	Agence nationale de contrôle des exportations – ANCEX (décret n° 594/1992) Loi n° 111/1996, modifiée par la loi n° 193/2002			Pages 6 et 7 du rapport
12	Examen interinstitutions des licences	X	1. Conseil interministériel (loi n° 387/2003 2. Groupe interdépartemental pour la non-prolifération 3. Conseil interministériel pour la lutte contre le terrorisme 4. Ministère de la défense et CNCAN			Pages 6 et 7 du rapport
13	Listes de contrôle	X	1. Décret n° 20/2000 2. Décret n° 844/2001 3. Décret n° 861/2004			Pages 11 et 16 du rapport
14	Mise à jour des listes	X	Décret n° 861/2004			Page 7 du rapport
15	Mesures applicables aux technologies	X				Page 9 du rapport
16	Mesures applicables aux vecteurs	X	1. Décret n° 594/1992 2. Décret n° 861/2004			Page 10 du rapport
17	Contrôle des utilisateurs finals	X		X	1. Certificats internationaux d'importation 2. Amendes	Pages 8, 11 à 13 et 15 du rapport
18	Mesures d'application générale	X				Page 11 du rapport

Votre pays s'est-il donné des textes, des procédures, des dispositions et des mécanismes parmi les suivants aux fins de la surveillance des frontières, de l'exportation et de l'importation et autres transferts d'armes nucléaires et d'éléments connexes? Des sanctions sont-elles prévues à l'encontre de quiconque enfreint les dispositions en vigueur?		Cadre juridique national		Sanctions civiles et pénales, mesures de mise en œuvre, etc.		Observations
		Oui	Quels sont les textes applicables?	Oui	Quels sont les textes applicables?	
19	Transferts immatériels	X				Page 9 du rapport
20	Contrôle des biens en transit	X	1. Loi n° 111/1996 telle que modifiée par la loi n° 193/2003 2. Ordonnance n° 158/1999	X	Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2003	Page 13 du rapport < http://www.cncan.ro/bd/legi/legea%20111.pdf >
21	Contrôle des transbordements	X	Ordonnance n° 158/1999	X	Loi n° 595/2004 concernant les exportations et les importations d'articles militaires soumis à contrôle	Pages 12 à 15 du rapport
22	Contrôle des réexportations	X	Ordonnance n° 158/1999			Page 8 du rapport
23	Contrôle du financement					
24	Contrôle des services de transport	X	1. Loi n° 111/1996, telle que modifiée 2. Règlement de transport des matières radioactives	X	1. Transport assuré uniquement par des transporteurs expressément autorisés 2. Loi n° 111/1996, telle que modifiée par la loi n° 193/2002, chapitre III	Page 4 du rapport < http://www.cncan.ro/bd/legi/legea%20111.pdf >
25	Contrôle des importations	X	1. Loi n° 111/1996, telle que modifiée 2. Ordonnance n° 158/1999	X	1. Loi n° 111/1996, telle que modifiée 2. Certificats de vérification des livraisons	Pages 12 à 14 du rapport < http://www.cncan.ro/bd/legi/legea%20111.pdf >
26	Principe d'extraterritorialité	X	Applicable aux Roumains résidant à l'étranger			Page 9 du rapport
27	Autres			X	Initiative pour la sécurité des frontières dans la région de la mer Noire	Page 21 du rapport

Paragraphe 6, 7 et 8 d) – Listes de contrôle, assistance, information

État : Roumanie

Date du rapport : 27 octobre 2005

Pouvez-vous donner des informations sur les questions suivantes?		Oui		Observations
1	Listes de contrôle – biens/matériel/ matières/technologies	X	1. Décret n° 861/2004 : Liste de biens et technologies à double usage 2. Décret n° 844/2001 : Liste d'armes, de munitions et d'autres articles militaires 3. Décret n° 467/1999, annexe I 4. Décret n° 20/2000 5. Loi n° 56/1997, annexe I	Pages 11 et 16 du rapport < http://www.opcw.org/docs/la_natimpleg/romania%20_leg.pdf >
2	Listes de contrôle – autres			
3	Assistance offerte	X	La Roumanie est disposée à apporter sa contribution en répondant s'il y a lieu aux demandes d'assistance qui lui sont adressées	Page 16 du rapport
4	Assistance demandée			
5	Programmes d'assistance en place (bilatéraux/plurilatéraux/ multilatéraux)			
6	Information à l'intention des industriels	X	1. L'Organisme national de réglementation nucléaire collabore avec les organismes et les entreprises qui mènent des activités nucléaires autorisées 2. L'Autorité nationale pour la Convention sur les armes chimiques collabore avec l'industrie roumaine à l'organisation de conférences, de séminaires, d'ateliers, etc. 3. Ces questions sont régies par l'ordonnance n° 7/2003 concernant l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques (republiée)	Pages 18 et 20 du rapport
7	Information à l'intention du public	X	Cette information est diffusée par le biais de sites Web, de publications et de brochures Cette question est régie par l'ordonnance n° 7/2003 concernant l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques (republiée)	Pages 4, 6 et 20 du rapport